



KPMG SA  
71 avenue Antoine de Saint  
Exupéry  
BP 851  
76235 Bois Guillaume

# APEI Seine & Mer

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

APEI Seine & Mer

5 Quai du Tonkin 76200 DIEPPE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
71 avenue Antoine de Saint  
Exupéry  
BP 851  
76235 Bois Guillaume

## **APEI Seine & Mer**

5 Quai du Tonkin 76200 DIEPPE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association APEI Seine & Mer,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APEI Seine & Mer relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois Guillaume, le 26 juin 2025

KPMG SA



Angelique DELANNEY COLOMBE

Associée

BILAN ACTIF	Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
	BRUT	AMORT. et PROV.	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	79 109	76 272	2 837	3 737
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	239 490	220 215	19 275	30 990
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	801 964	11 527	790 438	790 438
Constructions	26 432 122	14 951 409	11 480 713	12 174 164
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 411 911	3 490 353	1 921 559	701 468
Autres immobilisations corporelles	3 460 931	2 592 009	868 921	817 738
Immobilisations corporelles en cours	22 459		22 459	421 771
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées	225 738		225 738	205 738
Autres titres immobilisés	604 745		604 745	18 835
Prêts				
Autres	12 490		12 490	12 522
<b>TOTAL I ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>37 290 960</b>	<b>21 341 785</b>	<b>15 949 175</b>	<b>15 177 401</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	95 862		95 862	83 311
<b>Avances et acomptes</b>	10 731		10 731	37 198
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 487 292	3 449	1 483 843	1 638 813
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	770 262		770 262	626 603
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	2 512 417		2 512 417	2 324 417
<b>Instruments de trésorerie</b>				
<b>Disponibilités</b>	4 877 823		4 877 823	5 117 626
<b>Charges constatées d'avance</b>	43 404		43 404	31 962
<b>TOTAL II ACTIF CIRCULANT</b>	<b>9 797 790</b>	<b>3 449</b>	<b>9 794 341</b>	<b>9 859 930</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>	23 598		23 598	31 432
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecarts de conversion Actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>47 112 348</b>	<b>21 345 234</b>	<b>25 767 114</b>	<b>25 068 763</b>

BILAN PASSIF	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
<b>Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	7 632 609	7 632 609
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Autres fonds associatifs (partie 1/2)</b>		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves</b>		
Excédents affectés à l'investissement		
Réserve de compensation des charges d'amortissement		
Réserves de compensation		
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 762 365	4 556 668
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 691 615	2 784 134
<b>Report à nouveau</b>	( 328 719 )	( 305 949 )
- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	( 434 555 )	( 434 555 )
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	416 034	182 926
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	( 5 724 )	( 21 842 )
<b>Sous total Situation nette</b>	<b>12 482 289</b>	<b>12 066 255</b>
<b>Fonds propres consommables</b>		
Subventions d'investissement	1 013 006	1 051 032
Provisions réglementées	861 460	798 613
<b>TOTAL I FONDS PROPRES</b>	<b>14 356 755</b>	<b>13 915 899</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	687 186	760 488
<b>TOTAL II FONDS REPORTES ET DEDIES</b>	<b>687 186</b>	<b>760 488</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	7 470	7 470
Provisions pour charges	890 210	838 619
<b>TOTAL III PROVISIONS</b>	<b>897 680</b>	<b>846 089</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 228 686	5 279 972
Emprunts et dettes financières diverses	108	108
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	747 205	514 375
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 623 409	3 466 490
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	226 026	237 333
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	60	48 008
<b>TOTAL IV DETTES</b>	<b>9 825 493</b>	<b>9 546 286</b>
<b>Ecart de conversion Passif (V)</b>		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>25 767 114</b>	<b>25 068 763</b>

<b>COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>Exercice 31/12/2024</b>	<b>Exercice 31/12/2023</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Cotisations</b>	6 508	6 808
<b>Ventes de biens et services</b>		
Ventes de biens	461 194	508 787
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>gestion contrôlée</i>		
Ventes de prestations de service	3 572 663	3 367 613
<i>dont parrainages</i>		
<i>sociales sous gestion contrôlée</i>	409 544	381 306
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	15 781 277	15 190 292
<i>dont concours publics et subventions d'exploitation des activités</i>		
<i>sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	15 687 266	15 158 766
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	-	1 005 712
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	64 301	212 873
<b>Utilisations des fonds dédiés</b>	136 678	189 342
<b>Autres produits</b>	2 982 052	3 016 804
<b>Total I</b>	<b>23 004 673</b>	<b>23 498 231</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	35 087	24 744
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	155 031	183 708
Variation de stock	1 719	13 098
Autres achats et charges externes	4 122 612	3 914 130
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	921 999	895 494
Salaires et traitements	11 645 304	11 528 019
Charges sociales	4 163 029	4 085 466
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 507 902	1 504 003
Reports en fonds dédiés	63 375	134 058
Autres charges	118 382	1 095 796
<b>Total II</b>	<b>22 734 440</b>	<b>23 378 517</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)</b>	<b>270 233</b>	<b>119 714</b>

## L'APEI de la Région Dieppoise

<b>COMPTE DE RESULTAT (suite)</b>	<b>Exercice 31/12/2024</b>	<b>Exercice 31/12/2023</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	119 136	55 631
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total III</b>	<b>119 136</b>	<b>55 631</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	79 367	88 553
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total IV</b>	<b>79 367</b>	<b>88 553</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>39 769</b>	<b>- 32 922</b>
<b>3. RESULTAT COURANT (I - II + III - IV) avant impôts</b>	<b>310 002</b>	<b>86 792</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	168 879	1 117 595
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 306	164 049
<b>Total V</b>	<b>171 184</b>	<b>1 281 644</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	-	-
Sur opérations en capital	-	1 161 743
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	65 153	23 767
<b>Total VI</b>	<b>65 153</b>	<b>1 185 510</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>106 032</b>	<b>96 134</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	-	
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>23 294 993</b>	<b>24 835 506</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>22 878 959</b>	<b>24 652 579</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>416 034</b>	<b>182 926</b>
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	-5 724	-21 842
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



# ***A N N E X E***

Note n°1	PREAMBULE
Note n°2	PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITES
Note n°3	REGLES ET METHODES COMPTABLES

## ***NOTE N°1 – PREAMBULE***

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 25 767 114 €
- Total du compte de résultat (Produits) 23 294 993 €
- Résultat de l'exercice excédentaire 416 034 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

<b><i>NOTE N°2 – PRESENTATION DE L'ASSOCIATION ET DE SES ACTIVITES</i></b>
--

## **1. Présentation de l'association**

L'APEI de la Région Dieppoise est une association à but non lucratif, créée en 1966 grâce à l'engagement et à la mobilisation de parents et amis de personnes en situation de handicap mental.

L'association, centrée tout d'abord sur l'accueil d'enfants et de jeunes à partir de 6 ans, a progressivement élargi son action à la création et gestion d'établissements et services pour adultes et à d'autres formes de handicap tel que l'autisme, le polyhandicap et le handicap psychique.

L'APEI de la Région Dieppoise a vocation d'accompagner les personnes en fonction de leurs projets de vie et de l'évolution de leurs besoins dans différents domaines : l'éducation, la formation, l'insertion professionnelle, l'hébergement, l'autonomie, le bien-être, et/ou la santé.

L'association gère un IME (Institut Médico Educatif), un SAVS (Service d'Accompagnement à la Vie Sociale), un ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail), une Entreprise Adaptée, un Atelier de Jour, un Atelier de Jour Médicalisé, un EANM (Etablissement d'Accueil Non Médicalisé), un FAM (Foyer d'Accueil Médicalisé) et un SESSAD (Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile).

Par ailleurs, L'APEI de la Région Dieppoise propose aux parents des usagers des temps de rencontres et d'échanges, à l'occasion de "café-parents".

## **2. Faits significatifs**

Dans le cadre de l'AMI Normandie CAP 50 000 Solutions, nous avons obtenu une extension de 18 places sur le SAVS et 3 places de SESSAD.

Lancement d'une démarche QVCT avec le cabinet ARFOS financée par une subvention de l'ARS.

Poursuite du SDI.

Démarrage des Autoévaluations dans les établissements.

Investissement d'un tunnel de lavage à la blanchisserie de l'ESAT pour 1 342K€ financé en partie par un emprunt de 500K€.

Achat de 3 véhicules.

Distinction du dispositif CAP Parents Normandie créé fin 2023 avec la création du dossier comptable n° 13.

## **1. Principes comptables**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- ~~d~~continuité de l'exploitation,
- ~~p~~ermanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- ~~D~~u règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- ~~D~~e la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

## **2. Changement de méthode, dérogation aux principes**

### Changement de méthode de présentation

- Pas de changement de méthode de présentation, du bilan et du compte de résultat : les montants relatifs à l'exercice 2023 sont repris tels qu'ils ont été approuvés dans les comptes annuels 2023.

## **3. Principales méthodes utilisées**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### a/ Immobilisation incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée de 1 à 5 ans.

## APEI Seine & Mer

### b/ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue de chaque composant.

Gros œuvre	45 ans
Chauffage/Plomberie	20 ans
Electricité/Menuiserie/Toiture	20 ans
Revêtements intérieurs/extérieurs	15 à 20 ans
Composants A/B/C	3 à 10 ans
Matériel et outillage	5 à 20 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 15 ans
Autres	2 à 5 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

### c/ Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

### d/ Subventions d'investissement sur biens renouvelables

Des financements privés reçus au cours des exercices précédents pour financer des investissements ont été comptabilisés en subventions d'investissement. Ces contributions financières ont été reclassées en fonds dédiés.

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

### e/ Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

## **APEI Seine & Mer**

### **g/ Indemnités de fin de carrière**

Les indemnités de fin de carrière (IFC) sont comptabilisées en provision pour 890 210 €

La provision pour IFC était évaluée selon les hypothèses suivantes jusqu'au 31/12/2021 :

- Pour les salariés ayant plus de 57 ans au 31/12/2021
- Montant de l'indemnité calculé selon la CNN66, à savoir :
  - o Ancienneté > 10 ans : 1 mois
  - o Ancienneté > 15 ans : 3 mois
  - o Ancienneté > 25 ans : 6 mois

Sur l'exercice 2022 2023 et 2024, la provision pour IFC a été calculée selon les règles suivantes :

- Salariés concernés : tous les titulaires d'un contrat de travail en CDI présents au 31/12/2024.
- Facteurs de détermination de l'engagement IFC :
  - Modalités de départ à la retraite
  - Age de départ et ancienneté
  - Droits issus de la convention collective
  - Salaire annuel et sa progression future
  - Table de mortalité (espérance de vie)
  - Taux de turn-over
  - Taux d'actualisation
  - Taux de charges sociales patronales 46,62% ou contribution de 50 %
- Soit un impact sur le résultat comptable 2024 de + 51 591 €

### **3.1 Agrégation des comptes annuels**

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre :

<i>Gestion contrôlée</i>	<i>Gestion libre</i>
<i>ESAT – section sociale</i>	<i>ESAT – section commerciale</i>
<i>IME le Château blanc</i>	<i>Entreprise adaptée</i>
<i>Atelier de jour</i>	<i>Service logement</i>
<i>Atelier de jour médicalisé</i>	<i>Association</i>
<i>EANM Quai de l'Yser</i>	<i>Compte d'animations</i>
<i>Foyer d'accueil médicalisé</i>	<i>Cap Parents Normandie</i>
<i>SAVS</i>	
<i>Plateforme de services</i>	

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison et des prestations réciproques.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

#### **4. Evénements significatifs de l'exercice**

##### ***Continuité d'exploitation :***

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

Comptabilisation de la provision d'indemnité de fin de carrière pour l'ensemble des établissements.

Il n'est pas prévu une baisse de l'activité sur l'exercice 2025.

A la date d'arrêté des comptes, le conseil d'administration n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

#### **5. Evénements postérieurs à la clôture**

Construction d'un Internat pour l'IME.

Travaux d'accessibilité sur l'Atelier de Jour du Ravelin avec l'installation d'un ascenseur.

#### **6. Autres informations**

##### **a/ Contributions volontaires en nature**

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en 2019.

L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'entité a été confirmé, les seules contributions en nature étant :

- le temps passé par les administrateurs pour la gouvernance.

##### **b/ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles**

Les personnes visées par l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sont le Président, le Trésorier et la Directrice Générale.

Les deux premiers exercent leur mandat à titre bénévole et ne perçoivent aucune rémunération. Seule la Directrice Générale perçoit une rémunération au titre de son contrat de travail. En conséquence, mentionner le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeant aurait conduit à divulguer la rémunération individuelle de la Directrice Générale.

##### **c/ Honoraires du commissaire aux comptes**

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 22 195 € TTC (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce) au titre de la mission légale de contrôle des comptes.

##### **d/ Effectifs (à la clôture de l'exercice)**

Nombre de salariés :	339
Nombre d'ETP :	314,1541
Nombre de travailleurs handicapés :	152
Nombre d'ETP :	136,64

**7.1 ETAT DES ECHEANCES, DES CREANCES ET DES DETTES AU 31/12/2024**

ETAT DES CREANCES	MONTANT BRUT	A + 1 AN AU +	A + 1 AN
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Stocks			
Clients douteux ou litigieux	7 004	7 004	
Autres créances clients	1 480 288	1 480 288	
Autres Créances fournisseurs débiteurs	10 731	10 731	
Personnel et comptes rattachés	25 736	25 736	
Sécurité sociale autres organismes sociaux	51 245	51 245	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- Taxe sur la valeur ajoutée	38 824	38 824	
- Autres impôts et taxes			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	654 458	654 458	
Charges constatées d'avance	43 404	43 404	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 311 689</b>	<b>2 311 689</b>	<b>0</b>
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursement des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	MONTANT BRUT	A 1 AN AU +	A + 1 AN ET 5 ANS AU +	A + 5 ANS
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- à un an au maximum				
- plus d'un an	5 228 686	588 983	1 965 129	2 674 573
Emprunts dettes financières divers	108	108		
Fournisseurs comptes rattachés	747 205	747 205		
Personnel et comptes rattachés	1 826 407	1 826 407		
Sécurité sociale autres organismes sociaux	1 564 762	1 564 762		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les sociétés				
- Taxe sur la valeur ajoutée	14 431	14 431		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	217 809	217 809		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0		
Redevables créditeurs	201 026	201 026		
Créditeurs divers	25 000	25 000		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	60	60		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 825 493</b>	<b>5 185 791</b>	<b>1 965 129</b>	<b>2 674 573</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice	500 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	552 313			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

**7.2 TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES**

VARIATION DES FONDS PROPRES	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Solde à la clôture
			Dotation	Prélèvements	
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>					
<b>Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise</b>					
Fonds propres complémentaires	7 632 609	0	0	0	7 632 609
<b>RESERVES</b>					
- Réserves pour projets de l'entité	4 556 668	182 926	771 789	566 093	4 762 365
<i>dont réserves des activités SMS sous gestion contrôlée</i>	2 784 134	-21 842	514 262	606 782	2 691 615
<i>dont réserves des activités SMS hors gestion contrôlée</i>	1 772 534	204 768	257 527	-40 689	2 070 750
- Autres réserves pour inv. hors contrôle des financeu	0	0	0	0	0
<b>REPORT A NOUVEAU</b>	-305 949	-22 770	0	22 770	-328 719
<i>dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	-434 555	0	0	0	-434 555
<i>dont activités SMS hors gestion contrôlée</i>	128 606	-22 770	0	22 770	105 836
<b>Dépenses non opposables aux tiers financeurs</b>	0		0	0	0
<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	182 926	-182 926	1 479 041	1 245 933	416 034
<i>dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	-21 842	21 842	990 395	974 277	-5 724
<i>dont activités SMS hors gestion contrôlée</i>	204 768	-204 768	488 646	271 656	421 758
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>12 066 255</b>	<b>-22 770</b>	<b>2 250 830</b>	<b>1 834 796</b>	<b>12 482 289</b>
<b>Subventions d'Investissement</b>	1 051 032		281 770	319 795	1 013 006
<b>Provisions réglementées</b>					
- Amortissements dérogatoires	33 691		0	2 306	31 386
<b>Autres provisions réglementées</b>					
- Prov. Pour produits financiers	417 902		51 253	0	469 154
- Prov. Afférentes aux plus-values nettes d'actif	347 019		13 900	0	360 919
<b>TOTAL</b>	<b>1 849 645</b>	<b>0</b>	<b>346 922</b>	<b>322 101</b>	<b>1 874 466</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>13 915 899</b>	<b>-22 770</b>	<b>2 597 752</b>	<b>2 156 897</b>	<b>14 356 755</b>



**7.3 TABLEAUX EXPLICATIFS DU RESULTAT**

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>		
ESAT SOCIAL	45 442,72	13 746,92
ESAT COMMERCIAL	298 309,86	70 600,17
ATELIERS DE JOUR DU RAVELIN	57 298,94	195 392,18
EANM QUAI DE L'YSER	900,02	-88 452,58
POLE SERVICES	-116 338,93	-41 869,28
SAVS / DSP	-74 991,85	23 060,47
COMMUNAUTE 360	25 193,39	14 731,80
PLATEFORME DE REPIT	-55 593,64	-52 623,79
HABITAT INCLUSIF	-7 227,47	-29 693,05
PLATEFORME DE SERVICES	-3 719,36	2 655,29
IME LE CHÂTEAU BLANC	-231 533,78	-23 710,01
SEMI INTERNAT	-4 172,86	-149 537,03
INTERNAT	-226 130,08	13 814,69
AUTISME / UEMA	-10 910,69	177 853,18
POLYHANDICAP	-8 157,59	-55 171,88
SESSAD	17 837,44	-10 668,97
FAM LA MARGOTIERE	71 093,77	-144 626,57
ATJM	14 293,63	-2 374,81
FAM HEBERGEMENT	87 432,74	8 053,34
FAM SOIN	-76 338,41	-177 274,80
MAS	45 705,81	26 969,70
CAP PARENTS	160 186,24	37 984,74
ENTREPRISE ADAPTEE	131 198,05	186 926,74
SERVICE LOGEMENT	-409,65	-296,21
VIE ASSOCIATIVE	6 378,81	-18 199,65
COMPTE D'ANIMATION	-6 492,19	-4 570,27
Reprise du résultat antérieur		
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL</b>	<b>416 033,86</b>	<b>182 926,18</b>
<i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i>	<i>421 757,41</i>	<i>204 767,73</i>
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	<i>-5 723,55</i>	<i>-21 841,55</i>

**7.4 TABLEAU DES PROVISIONS INSCRITES AU BILAN**

NATURE	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Utilisations		Montant à la fin de l'exercice
		Dotation	Au cours de l'exercice	Non utilisés	
- Provisions pour risques	7 470	0	0		7 470
- Provisions pour charges	838 619	83 974	32 383		890 210
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>846 089</b>	<b>83 974</b>	<b>32 383</b>		<b>897 680</b>

**7.5 FONDS DEDIES**

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Utilisations	A la clôture de l'exercice	
				Montant global	Projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation</b>					
Autres ressources					
Subventions de fonctionnement					
<b>Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS</b>					
Contributions à l'investissement	41 386	0	9 799	31 587	
Contributions à l'exploitation	70 217	39 325	69 845	39 697	
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>					
Contributions à l'investissement	548 380	9 990	35 492	522 878	
Contributions à l'exploitation	100 506	14 060	21 541	93 025	
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>					
dons manuels					
dons affectés					
legs et donations					
<b>Total</b>	<b>760 488</b>	<b>63 375</b>	<b>136 678</b>	<b>687 186</b>	<b>0</b>

**7.6 VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION PAR FINANCEURS**

<i><b>PRODUITS</b></i>	<b>TOTAL</b>	<b>ARS</b>	<b>Conseil Départemental 76</b>	<b>Gestion Propre</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
<b>Cotisations</b>	<b>6 508</b>	-	-	6 508
<b>Ventes de biens et services</b>				
Ventes de biens	<b>461 194</b>	-	-	461 194
Ventes de prestations de service	<b>3 572 663</b>	127 312	282 232	3 163 119
<b>Produits de tiers financeurs</b>				
Concours publics et subventions d'exploitation	<b>15 781 277</b>	9 959 640	5 727 627	94 011
Contributions financières	-	-	-	-
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts</b>	<b>64 301</b>	24 528	13 442	26 331
<b>Utilisations des fonds dédiés</b>	<b>136 678</b>	52 083	79 408	5 186
<b>Autres produits</b>	<b>2 982 052</b>	51 748	23 442	2 906 862
<b>Total</b>	<b>23 004 673</b>	<b>10 215 311</b>	<b>6 126 151</b>	<b>6 663 211</b>

**7.7 CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR**

<i><b>POSTES</b></i>	<b>MONTANTS</b>
<b>CHARGES A PAYER</b>	<b>4 286 487</b>
Fournisseurs factures non parvenues	31 672
Personnel brut + charges patronales	
Congés Payés	1 468 955
Compte épargne temps	821 657
Heures supplémentaires et congés récupérateurs	283 705
Indemnités de précarité	27 328
Dettes provisionnées pour salaires	47 027
Charges Sociales dues	1 581 144
Autres charges à payer	25 000
<b>PRODUITS A RECEVOIR</b>	<b>727 601</b>
Clients factures à établir	-
Personnel	
Indemnités Journalières	21 898
Formation professionnelle	51 245
Aides aux postes	497 045
Subventions	95 647
Autres divers	61 766

**7.8 ENGAGEMENTS HORS BILAN**

<b><i>EMPRUNTS</i></b>	<b>CAPITAUX EMPRUNTES</b>	<b>GARANTIES</b>	<b>CONVENTIONS</b>	<b>MONTANTS CAUTIONS</b>
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>				
Prêt n° 4905583	166 986	Néant		
Prêt n° 4905597	157 960	Néant		
<b>CREDIT AGRICOLE</b>				
Prêt n° 10000294926	600 000	Nantissement	DAT CRCA *	400 000,00 €
Prêt n° 10001319892	18 300	Néant		
Prêt n° 10000219488	1 847 119	Caution	Département 76	100%
Prêt n° 10001118436	2 000 000	Hypothèque		700 000,00 €
		Nantissement	DAT CRCA	600 000,00 €
Prêt n° 10001184572	45 000	Néant		
Prêt n° 10001184645	60 000	Néant		
Prêt n° 10001579479	25 860	Néant		
Prêt n° 10002026885	500 000	Nantissement	DAT CRCA *	250 000,00 €
<b>CREDIT COOPERATIF</b>				
Prêt n° 019522C	250 000	Hypothèque		250 000,00 €
		Caution	FGMOSS **	1 947,77 €
Prêt n° 155794C	1 527 743	Caution	Département 76	100%
Prêt n° 068086C	424 510	Caution	FGMOSS	10 542,11 €
Prêt n° 078882C	213 786	Caution	Département 76	100%
Prêt n° 078883C	138 000	Caution	Département 76	100%
<b>Total</b>	<b>7 975 264</b>			

\* DAT CRCA : Dépôt à terme Crédit Agricole

\*\* FGMOSS : Fonds de garantie mutuelle des organismes sanitaires sociaux Crédit Coopératif